



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral de levée de mise en demeure
société STORENGY France exploitée sur la commune de CERVILLE**

N° 2025-0279
AIOT : 0006200092

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-1, L. 171-8, L. 511-1 et L.514-5 :

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 modifié relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation 2006-622 du 8 décembre 2006 modifié par arrêté préfectoral du 10 décembre 2019 prescrivant à la société STORENGY France la mise en œuvre de mesures de maîtrise des risques complémentaires dans ses installations de stockage souterrain de gaz naturel combustible de Cerville - route de Laneuvelotte ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2024-0124 du 12 septembre 2024 mettant en demeure la société STORENGY France pour l'exploitation des installations de son site implanté sur la commune de Cerville-route de Laneuvelotte (54420) de se conformer aux prescriptions relatives à la prévention des risques liés à son stockage souterrain de gaz naturel ;

Vu les constats faits par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est du 03 juin 2025 lors de la visite de contrôle du site susvisé, consignés dans le rapport référencé SPRA 2025_1042 du 03 octobre 2025 ;

Considérant que les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2024-0124 du 12 septembre 2024 sont désormais satisfaites pour les points suivants :

- plan et programme de surveillance - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010 article : 2 (partiel) et 5 (partiel)
- Erosion - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014 article : 3° de l'annexe I (partiel)
- Choix des méthodes de contrôle des équipements et critères d'acceptabilité – Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014 article : 3° de l'annexe I (partiel)

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRÊTE

Article 1 : Champ et portée du présent arrêté

La mise en demeure décidée par l'arrêté préfectoral n° 2024-0124 du 12 septembre 2024 à l'encontre de la société STORENGY pour l'exploitation des installations de son stockage souterrain de gaz naturel sur le territoire de la commune de Cerville (54420) - route de Laneuvelotte dont le siège est situé 12 rue Raoul Nordling à Bois Colombes (92270) est levée.

Article 2 : Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de NANCY – 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 – NANCY Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, ce délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 3 : Exécution et informations des tiers

Le secrétaire général de la préfecture et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- La société STORENGY

et dont une copie sera adressée à :

- Madame le maire de la commune de Cerville

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 171-1 du Code de l'environnement.

Nancy le,

Le Préfet,

20 OCT. 2025

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général

Frédéric CLOWEZ